YVES DÉTRAIGNE, DANIEL DUBOIS, VALÉRIE LÉTARD, CATHERINE MORIN-DESAILLY, JEAN-MARIE BOCKEL, HERVÉ MARSEILLE, ANNICK BILLON, MICHEL CANÉVET, ELISABETH DOINEAU, FRANÇOISE GATEL, SOPHIE JOISSAINS, CLAUDE KERN, ANNE-CATHERINE LOISIER, JEAN-FRANÇOIS LONGEOT, JEAN-CLAUDE LUCHE, PIERRE MEDEVIELLE, OLIVIER CIGOLOTTI, LANA TETUANUI, NUIHAU LAUREY, CATHERINE FOURNIER, NASSIMAH DINDAR, SYLVIE VERMEILLET, NADIA SOLLOGOUB, DENISE SAINT-PÉ, GÉRARD POADJA, JEAN-PIERRE MOGA, PIERRE LOUAULT, JACQUES LE NAY, MICHEL LAUGIER, LAURENT LAFON, JEAN-MARIE JANSSENS, OLIVIER HENNO, JOCELYNE GUIDEZ, ALAIN CAZABONNE, SONIA DE LA PROVÔTÉ, JEAN-PAUL PRINCE, EVELYNE PERROT, PASCAL MARTIN

«TRIBUNE. Un seul remède pour sauver l'Europe : la solidarité»

24/04/2020

Ce texte est cosigné par Hervé Marseille, président du groupe Union Centriste au Sénat, Jean-François Longeot, sénateur du Doubs, et 36 sénateurs centristes. La liste complète des signataires se trouve à la fin de cette tribune.

La crise sanitaire, économique et sociale que nos sociétés affrontent est inédite.

Elle est inédite par sa violence et son ampleur, provoquant un mouvement récessif global qui, en l'espace de quelques semaines à peine, déstabilise tous les pays du monde, et particulièrement les États européens. L'Union européenne et ses États membres venaient pourtant de tourner la page de la crise financière, comme en témoigne la récente sortie de la Grèce de huit ans de mise sous tutelle. L'Europe regardait collectivement l'avenir avec confiance, ambitionnant, entre autres, de devenir le premier continent neutre en carbone à l'horizon 2050 et le *leader* de l'économie numérique de demain. Le confinement quasi général de la population européenne semble, par son impact économique, reléguer au second plan ces ambitions.

Mais si cette crise est inédite, elle n'est en rien insurmontable.

Certes, les premières réactions ont été désordonnées et ont vu les intérêts des États membres se confronter dramatiquement. Le premier temps de la crise a également démontré les limites d'une réponse européenne dans un domaine — la santé publique — restant de la compétence des États membres.

Toutefois, elle a également révélé que ces mêmes États membres ne pourraient relever un tel défi transnational et donc, par définition, commun, sans une vision et une coordination d'ensemble. Une action européenne venant compléter, et non se substituer à celle des États membres, est donc indispensable.

Heureusement, et contrairement à la crise financière de 2008, la crise économique de 2009 et la crise des dettes publiques de 2010, la réponse européenne est, cette fois-ci, au rendez-vous :

- La Banque centrale européenne (BCE) a mis en place un programme massif de rachats d'actifs atteignant le montant inégalé de 750 milliards d'euros, permettant de soutenir les pays en difficulté et de prévenir tout risque de manque de liquidités.
- La Commission européenne, pour sa part, entend coordonner la production d'équipements de protection individuelle et le rapatriement des ressortissants européens, finance les recherches sur un traitement et mobilise le budget de l'UE et la Banque européenne d'investissement (BEI) pour préserver l'emploi et aider les entreprises frappées par la crise. Mais surtout, elle a décidé d'appliquer une flexibilité maximale et inédite aux règles budgétaires afin d'aider les gouvernements à soutenir financièrement tant leurs systèmes de santé que leurs entreprises.

Se pose désormais la question de l'Europe d'après.

L'action européenne doit maintenant s'organiser dans le temps, et s'adapter en fonction de l'évolution de la crise que nous

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

connaissons.

Face aux défis communs, répondre collectivement est plus que jamais essentiel. Une Europe qui protège, ce n'est pas une Europe qui se cloisonne et dont les membres ferment unilatéralement leurs frontières faute de mieux. C'est au contraire une Europe qui organise une coopération décisive pour lutter efficacement contre le virus, une Europe qui coordonne les actions des États qui la composent.

À court terme, les États membres ne pourront faire l'économie d'une approche concertée concernant la levée des mesures de confinement, faute de quoi de nouvelles flambées épidémiques pourraient survenir et prolonger la fermeture des frontières. La Commission et le Conseil ont justement présenté, mercredi 15 avril, une stratégie en ce sens, proposant des règles communes encadrant le déconfinement. Nous plaidons pour que les États membres s'y conforment, et coordonnent leurs stratégies.

À long terme, nous considérons qu'une plus grande solidarité financière au sein de la zone euro et la mise en place d'une véritable union budgétaire ne peuvent plus attendre. À ce titre, nous saluons les mesures adoptées par l'Eurogroupe et qui doivent être entérinées par les chefs d'État et de gouvernement cette semaine : jusqu'à 240 milliards d'euros de prêts du Mécanisme européen de stabilité (MES), un fonds de garantie de 200 milliards d'euros pour les entreprises et jusqu'à 100 milliards pour soutenir le chômage partiel. Une fois la crise passée, il s'agira donc d'achever les chantiers qui auraient dû l'être il y a longtemps déjà, qu'il s'agisse de l'union bancaire afin d'assurer la solidité et la stabilité de la zone euro ou encore du budget de cette même zone euro dont l'esquisse reste largement insuffisante tant dans ses montants que dans ses ambitions.

Nous affirmons que la crise actuelle doit être le moment de porter haut nos ambitions communes, car nous ne pouvons pas céder aux sirènes d'un nationalisme délétère. L'Europe doit, au lendemain de cette crise sans précédent, réaffirmer son autonomie stratégique dans la compétition mondiale. Elle doit accélérer la double transition engagée de son industrie vers la neutralité carbone et le *leadership* numérique. Enfin, elle doit veiller à ne pas s'isoler ou se perdre dans les affres d'un souverainisme nostalgique d'une économie planifiée.

L'ensemble des enjeux auxquels nous faisons face, économiques et budgétaires aujourd'hui, stratégiques et environnementaux demain, imposent une réponse commune des États membres, élaborée dans la concertation entre eux et avec les institutions de l'Union.

Face au «?danger mortel?» que constituent l'épidémie et ses conséquences, c'est bien encore et toujours de solidarité dont l'Europe et ses citoyens ont besoin.

Liste complète des cosignataires

Hervé Marseille, sénateur des Hauts-de-Seine, président du groupe Union Centriste?; Jean-François Longeot, sénateur du Doubs?; Annick Billon, sénatrice de la Vendée?; Jean-Marie Bockel, sénateur du Haut-Rhin?; Michel Canevet, sénateur du Finistère?; Alain Cazabonne, sénateur de la Gironde?; Olivier Cigolotti, sénateur de la Haute-Loire?; Yves Détraigne, sénateur de la Marne?; Nassimah Dindar, sénatrice de La Réunion?; Elizabeth Doineau, sénatrice de la Mayenne?; Daniel Dubois, sénateur de la Somme?; Catherine Fournier, sénatrice du Pas-de-Calais?; Françoise Gatel, sénat d'Ille-et-Vilaine?; Jocelyne Guidez, sénatrice de l'Essonne?; Olivier Henno, sénateur du Nord?; Jean-Marie Janssens sénateur de Loir-et-Cher?; Sophie Joissains, sénatrice des Bouches-du-Rhône?; Claude Kern, sénateur Bas-Rhin?; Laurent Lafon, sénateur du Val-de-Marne?; Michel Laugier, sénateur des Yvelines?; Nuihau Laurey, sénateur de la Polynésie française?; Valérie Létard, sénatrice du Nord?; Anne-Catherine Loisier, sénatrice de la Côte-d'Or?; Pierre Louault, sénateur d'Indre-et-Loire?; Jean-Claude Luche, sénateur de l'Aveyron?; Pascal Martin, sénateur de l Seine-Maritime?; Pierre Médevielle, sénateur de la Haute-Garonne?; Jean-Pierre Moga, sénateur Lot-et-Garonne?; Catherine Morin-Desailly, sénatrice de la Seine-Maritime?; Jacques Le Nay, sénateur Morbihan?; Evelyne Perrot, sénatrice de l'Aube?; Gérard Poadja, sénateur de la Nouvelle-Calédonie?; Jean-Paul Prince,

sénateur de Loir-et-Cher?; Sonia de La Provôté, sénatrice du Calvados?; Denise Saint-Pé, sénatrice de Pyrénées-Atlantiques?; Nadia Sollogoub, sénatrice de la Nièvre?; Lana Tetuani, sénatrice de la Polynésie française?; Sylvie Vermeillet, sénatrice du Jura.